La Table 20 ans
des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles

# Le Mémo de la Table

27 février 2018

## Édito

## ÉLECTIONS 2018 : UN MOMENT INCONTOURNABLE

La prochaine année s'annonce fort chargée, surtout avec l'élection cet automne. Même si tout ne se joue pas là, il s'agit quand même d'un moment capital. Le prochain budget donnera le ton et c'est pour cela que la *Campagne Communautaire autonome en santé et services sociaux – Haussez le financement (CA$$$H)*, comme campagne, mais aussi comme actrice clef d'*Engagez-vous pour le communautaire*, continue ses actions afin que les ministres Leitao et Charlebois financent adéquatement les organismes familles et en santé services sociaux à hauteur de leurs besoins.

La campagne électorale non officielle débutera rapidement après le budget. Elle sera probablement déclenchée fin août, mais plusieurs partis seront actifs dès le printemps. Nous devons nous préparer afin que les candidatEs et les partis en lice connaissent nos revendications, les appuient, mais surtout s'y engagent. Ces actions de politique non partisane sont essentielles, non seulement pour faire des gains sur la question du financement, mais également parce qu'elles

s'inscrivent dans notre mission de transformation sociale. En effet, les élections sont un formidable moment d'éducation populaire sur le fonctionnement de la joute politique, sur les choix économiques et politiques que nous faisons ou qui nous sont imposés. C'est aussi une belle occasion de réfléchir ensemble à la société que l'ont veut et aux moyens nécessaires pour y arriver.

Collectivement, nous ne pouvons rester les bras croisés et attendre de savoir qui formera le prochain gouvernement. Puisque nous ne pouvons tout faire, il sera nécessaire de prioriser les dossiers qui sont liés aux élections, de l'étape préélectorale à la campagne officielle, jusqu'au lendemain des résultats. La Table participera d'ailleurs à la préparation d'outils qui permettront aux groupes d'intervenir durant ces trois périodes distinctes.

Prioriser ne veut pas nécessairement dire abandonner les autres éléments qui font partie de nos missions, mais trouver comment leur faire une place dans notre agenda électoral. Malgré l'épuisement bien réel au sein des groupes, malgré toutes nos critiques et déceptions face à la politique partisane et aux bilans des gouvernements actuels et passés, malgré les urgences et les demandes qui s'accumulent, nous ne pouvons rater ce rendez-vous.

La Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles est formée de 43 regroupements nationaux actifs à la grandeur du Québec. Ceux-ci représentent différents secteurs et différentes problématiques liées à la santé. À travers ses membres, la Table rejoint plus de 3 000 groupes communautaires de base de toutes les régions du Québec et de tous les secteurs. L'équipe de la Table est composée de Mercédez Roberge, coordonnatrice et Alexandra Pierre, responsable de communications et de dossiers.

Téléphone : 514-844-1309 / Télécopieur : 514-844-2498 / info@trpocb.org / www.trpocb.org /
1 , rue Sherbrooke est, Montréal, Québec H2X 3V8

## Contenu de ce Mémo


- Éditorial. Élections 2018 : un moment incontournable
- Agir… pour donner du sens !
- Cuisines collectives du Québec. Déclaration sur le droit à une alimentation saine
- Jebenevole.ca. Un outil pour faciliter le bénévolat
- Campagne *CA$$$H*. Haute pression à l'Assemblée nationale
- Lancement imminent de la consultation sur le document « Orientations ministérielles du PSOC »
- *Engagez-vous pour le communautaire*
- Main rouge. Journée mondiale de la justice sociale
- Journée internationale des femmes - 8 mars 2018 : Féministe tant qu'il le faudra
- Campagne *Le remède aux coupures, ça existe*
- Droit collectif d'association : un droit humain à part entière !
- Action : «  Ça suffit l'acharnement, mon OSBL n'est pas un lobby! »
- FRAPRU. De villes en villages pour le droit au logement
- Recherche de l'IRIS. Intégration des personnes handicapées dans le communautaire
- Les droits humains : un outil pour lutter
- Manifester sans peur. Pour la fin des armes à « létalité réduite »
- Pour aller plus loin …


### Mouvement santé mentale Québec

# Agir… pour donner du sens !

Le Mouvement Santé mentale Québec est l'instigateur de la Semaine nationale de la santé mentale au Québec qui aura lieu, cette année, du 7 au 13 mai 2018.

Le thème de la Semaine nationale de la santé mentale 2018 - "Agir pour donner du sens" - rappelle l'importance de se donner une direction, de trouver son chemin, de se donner des objectifs, de faire des choix.

Lorsqu'on arrive à donner du sens à ce qu'on vit, on se sent mieux, on sort de l'impuissance. Agir nous permet aussi de ressentir de la gratitude. Voir ce qu'il y a de bon et le reconnaître est un moyen d'augmenter son bien-être.

Pour plus d'informations et pour commander les outils : http://bit.ly/2GAHoAf.
Suivez la campagne sur Facebook : http://bit.ly/2BIOfbM.

# Jebenevole.ca
## UN OUTIL POUR FACILITER LE BÉNÉVOLAT

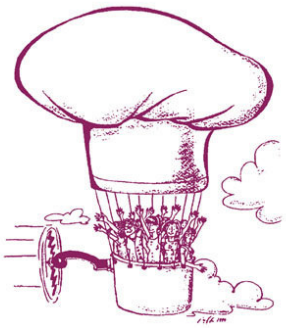
La Fédération des centres d'action bénévole du Québec – un des membres de la Table - a lancé une plateforme pour recruter des bénévoles et permettre aux personnes de trouver des lieux de bénévolat, peu importe leur localité.

Entièrement gratuit, Jebenevole.ca est très simple d'utilisation. C'est une porte d'entrée privilégiée pour toutes les citoyennes et citoyens qui désirent s'impliquer bénévolement dans leur communauté et pour tout groupe qui cherche des bénévoles, quelle que soit leur région. Pour en savoir plus : https://www.jebenevole.ca/.

### Cuisines collectives
## DÉCLARATION SUR LE DROIT À UNE SAINE ALIMENTATION

Le Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ) invite les groupes et les personnes à la signer (et à faire circuler) sa Déclaration pour le droit à une saine alimentation au Québec. Depuis trop longtemps, on néglige les intérêts des mangeurs d'aliments.

**Depuis trop longtemps, l'effort gouvernemental lié à l'alimentation s'est limité à la salubrité des aliments. Il est franchement temps que les politiques dites alimentaires en soient réellement.**



REGROUPEMENT DES CUISINES COLLECTIVES DU QUÉBEC

Au cours de 24 derniers mois, le mouvement des cuisines collectives a travaillé à une déclaration portant sur le droit à l'alimentation. Le mouvement des cuisines collectives du Québec veut promouvoir cette Déclaration pour que de nombreuses autres organisations de la société civile, syndicales, consuméristes, écologistes et personnalités se l'approprient, s'y reconnaissent et la relaient à leur tour. L'alimentation ne peut plus être orpheline d'une véritable responsabilité d'État.

Lucie Lamarche, professeure de droit à l'UQAM et à l'Université d'Ottawa entreprendra d'ailleurs, avec le Regroupement, une tournée de 14 villes sur le droit à l'alimentation. Elle en parle dans cet article : http://bit.ly/2okcOEk.

Pour lire la Déclaration sur le droit à une saine alimentation au Québec : http://bit.ly/2CzywJ0.
Pour donner votre appui à la Déclaration : http://bit.ly/2GwPU3f.

## Campagne *CA$$$H*

# L'Assemblée nationale sous «Haute Pression»

L'action-marathon «Haute pression» a été lancée cet automne : du 14 novembre 2017 au 29 mars 2018, l'Assemblée nationale reçoit régulièrement la visite d'organismes communautaires autonomes en santé services sociaux (OCASSS).

Ils sont présents lors de la période de questions et profitent de rencontres avec leurs députées et députés respectifs pour discuter des graves difficultés auxquels ils font face. Les groupes demandent à leurs députéEs de transmettre une lettre aux ministres Lucie Charlebois et Carlos Leitao. L'objectif est de leur faire sentir la pression afin que le prochain budget soit à la hauteur des besoins des OCASSS et des communautés qu'ils desservent.

Plusieurs organismes et regroupements en santé services sociaux y ont déjà participé, dont des groupes d'intervention en défense des droits en santé mentale, des maisons des jeunes, des centres de femmes, des centres d'aide et d'accompagnement aux plaintes, etc.

Pour voir les photos des différentes délégations qui se sont rendues à l'Assemblée nationale, consultez la page Facebook de *CA$$$H* : http://bit.ly/2FyxLCO.

Si vous souhaitez participer à cette action avec votre groupe : http://bit.ly/2EGpkUY.

### L'Heure des comptes et la préparation du budget du Québec 2018-2019

Dans le cadre des consultations prébudgétaires, un avis a été transmis au ministre des Finances au nom de la campagne *CA$$$H*. Intitulé « L'heure des comptes a sonné : pour des priorités budgétaires qui soutiennent les communautés » l'avis présente les revendications de la campagne ainsi que celles qui sont portées par les les campagnes *Engagez-vous pour le communautaire*, *Viser la justice sociale. Récupérer notre trésor collectif* et *Le remède aux coupures, ça existe!* (Coalition solidarité santé).

**Il met aussi en contexte les revendications financières en les comparant à 6 exemples récents de dépenses publiques critiquées, lesquelles totalisent.... 5,6 milliards de dollars... Ces exemples proviennent de L'Heure des compte$, une compilation diffusée (et mise à jour) sur Facebook.**

Pour voir l'avis déposé par la Table lors des consultations budgétaires : http://bit.ly/2EVKHSq.

Pour consulter les mises à jour de l'Heure des compte$ https://www.facebook.com/notes/casssh/heure-des-compte/2086812184885319/.

# Lancement imminent de la consultation sur le document « Orientations ministérielles du PSOC »

À moins d'imprévus, la Direction des services sociaux généraux et des activités communautaires du MSSS (DSSGAC) devrait lancer la Consultation sur le document « Orientations ministérielles du PSOC » autour du 1er mars.

Le nouveau titre « Orientations ministérielles du PSOC » (pour remplacer « Brochure du PSOC») est une bonne nouvelle en regard de l'harmonisation et de la recherche d'équité pour tous les groupes et regroupements. Le document devrait réunir au même endroit des sujets actuellement dispersés, afin de faciliter la compréhension, l'application et la gestion du PSOC.

Les regroupements provinciaux membres de la Table analyseront le document dès qu'il sera disponible. Ils alimenteront leurs groupes membres en produisant des outils facilitant leur participation

**Les groupes sont d'ailleurs invités à attendre les analyses et outils de la Table et de leurs regroupements provinciaux avant de transmettre leur avis. Nous vous tiendrons au courant.**

Rappelons qu'entre juin 2017 et aujourd'hui, la DSSGAC a beaucoup amélioré le processus de consultation. Le travail entre la Table et la DSSGAC se fait dans climat de collaboration, de négociation et de respect mutuel. Nous sommes bien loin de l'esprit initial qui était perçu comme une manière de contourner les regroupements; le processus tient d'ailleurs compte des échanges nécessaires entre les regroupements et leurs membres. La Table a obtenu plusieurs améliorations, notamment quant à la transparence du processus et des résultats, ce qui devrait signifier la mise en ligne des avis reçus (l'accord sera demandé), l'enregistrement des audiences, la consultation de la Table et la CTROC sur les modifications avant leur adoption finale et la production d'un rapport de consultation.

Santé et Services sociaux Québec

Les groupes devraient avoir jusqu'à la fin juin pour transmettre un avis écrit et le résultat de la consultation devrait être disponible à l'automne 2018.

Pour en savoir plus sur ce que la Table a appris sur cette consultation, notamment le calendrier: http://bit.ly/2HJzJkx.

# ENGAGEZ-VOUS POUR LE COMMUNAUTAIRE EN MODE PRÉBUDGÉTAIRE

La campagne *Engagez-vous pour le communautaire* bat son plein ! Plusieurs nouvelles ont fait l'actualité autour des dernières semaines.

## Consultation sur la grève/fermeture/interruption d'activité

De juin juin à janvier, la campagne *Engagez-vous pour le communautaire* a mené une consultation sur la possibilité que le communautaire déclenche une grève/fermeture/interruption d'activité à partir du 7 février en vue de faire des gains sur le financement des organismes d'action communautaire autonome. Le plancher de déclenchement, qui était fixé à 1 000 organismes, n'a pas été atteint. Pour le moment, le moyen de la grève est donc écarté, mais la lutte continue!

## Plus de 30 000 signatures et des actions !

Dans cette perspective de lutter pour influencer le prochain budget, la pétition de la campagne *Engagez-vous pour le communautaire* a été déposé le 7 février dernier à l'Assemblée nationale. Forte de plus de 30 000 signatures, elle reprenait les revendications de la campagne : rehaussement du financement, indexation, autonomie et justice sociale (réinvestissement dans les services publics et les programmes sociaux). Le grand appui à cette pétition démontre bien que la population est consciente des besoins criants, non seulement des travailleuses et travailleurs des organismes communautaires, mais aussi de l'ensemble des communautés qui les fréquentent. Elle a été déposée par le député solidaire Gabriel Nadeau-Dubois et le député péquiste Harold Lebel. Plus d'une centaine de personnes issues du milieu communautaire se sont rendues à l'Assemblée nationale pour assister à l'événement.

Pour voir l'intervention de M. Turcotte dans le salon bleu de l'Assemblée nationale : https://www.facebook.com/daveturcotte.depute/videos/10159813598735167/.

Sous le thème « Leitao, on voit rouge » , plusieurs actions ont eu lieu le même jour le coup d'envoi d'une série d'actions prébudgétaires qui se déploiera dans toutes les régions sous le thème « Leitão, on voit rouge! ». Des rencontres avec des éluEs, des actions surprises, des distributions de tracts et des rassemblements populaires ont lieu partout au Québec à partir d'aujourd'hui, pour souligner l'importance du modèle communautaire québécois unique.

En plus de ces actions prébudgétaires, *Engagez-vous pour le communautaire* prépare maintenant un plan d'action afin de faire valoir ses revendications avant, pendant et après les élections provinciales; il sera disponible sous peu.

Pour participer aux actions prébudgétaires : http://bit.ly/2GyFG2e.

# Journée mondiale de la justice sociale

Le 20 février dernier, la Coalition Main rouge a souligné la Journée mondiale de la justice sociale. Dans le cadre de sa campagne *Viser la justice sociale. Récupérer notre trésor collectif*, elle a tenu un rassemblement devant les bureaux du premier ministre Couillard, à Montréal. Malgré la pluie, près d'une centaine de membres de regroupements communautaires de différents secteurs, des travailleurs et travailleuses des services publics et leurs syndicats, et des organisations féministes y ont démontré l'absurdité de la baisse d'impôts et l'importance du prochain budget pour réparer les pots cassés de l'austérité.

Les groupes sociaux y ont souligné que d'autres choix budgétaires sont non seulement possibles, mais nécessaires pour préserver le filet social et lutter contre les inégalités. En effet, malgré le nouveau discours de ministre Leitão sur la fin de l'austérité, les services publics, les programmes sociaux et l'action communautaire autonome demeurent insuffisamment financés, et les effets des compressions des dernières années se font toujours sentir.

La Coalition Main rouge attend le prochain budget de pied ferme. Réinvestissements massifs dans les services publics, les programmes sociaux et l'action communautaire autonome : c'est le message que ses membres portent en vue du prochain budget.

Dans le cadre de cette Journée mondiale pour la justice sociale, la Coalition Main rouge a également fait paraître un texte signé par une quarantaine de groupes, dont la Table : http://bit.ly/2ojOqSl.
Pour le communiqué : http://bit.ly/2HAOia0 et les photos : http://bit.ly/2HBGiWj.
Pour voir le matériel de la campagne, incluant le matériel de formation : http://nonauxhausses.org/viserlajusticesociale/.

Vous souhaitez accueillir la formation *Viser la justice sociale Récupérer notre trésor collectif* dans votre groupe ou regroupement ? Contactez la coalition Main rouge pour une formation sur mesure : info@nonauxhausses.org.

## 8 mars - Féministes tant qu'il le faudra

Les multiples violences contre les femmes et notamment les femmes autochtones, les violences sexuelles révélées par *#moiaussi*, l'impact sexiste du néolibéralisme et des mesures d'austérité dont les coupes dans les services publics, l'absence d'équité salariale pour de nombreuses femmes, la privatisation des services de garde éducatifs, la discrimination systémique en emploi qui persiste pour toutes les femmes et en particulier pour les femmes racisées ou en situation de handicap, le mythe de l'égalité déjà-atteinte : les barrières dressées devant les femmes se perpétuent. Le mouvement féministe continue de lutter pour que disparaissent toutes les barrières qui nous freinent.

À l'approche des élections provinciales, les beaux discours sur l'égalité entre les femmes et les hommes comme valeur fondamentale ne font pas disparaître, dans les faits, les inégalités économiques et sociales que subissent les femmes.

Pour tout savoir sur la Journée internationale des femmes :
Thème et visuel : http://bit.ly/2DhWoVZ.
Calendrier par région : http://bit.ly/2F6pEjc.

# LE REMÈDE AUX COUPURES, ÇA EXISTE!

Depuis 2012, la Coalition solidarité santé mène la campagne *Le remède aux coupures*, afin de réclamer la mise en place d'un régime universel 100% public d'assurance médicaments.

Un nouvel outil de la campagne (http://bit.ly/2CnrMlJ) résume les raisons de se joindre à cette campagne : économies, individuelles et collectives, amélioration du système de santé, etc.

**À un mois du budget provincial, c'est l'occasion de rappeler au gouvernement qu'un régime d'assurance médicaments 100 % public pourrait améliorer l'accès aux médicaments tout en coupant de moitié les 7,5 milliards de dollars dépensés annuellement pour les médicaments … De quoi financer plus adéquatement les services publics et les programmes sociaux, et les organismes communautaires …**

### Quelques idées pour faire circuler le dépliant

• Dans tous vos réseaux (famille, ami.e.s, voisinage, etc.), dans vos communications, vos activités, vos instances, vos événements;
• Dans les pochettes de documents que vous utilisez;
• Sur la page d'accueil votre site WEB;
• Sur vos médias sociaux (Facebook, Twitter, etc.);
• Dans des groupes, cliniques, bureaux et petits commerces d'en laisser en dépôt dans leur présentoir ou sur leur comptoir, à la vue et à la disposition de leur clientèle;
• Activité de distribution collective : dans des lieux et événements publics, dans une résidence, sur une rue, dans un quartier, etc. Avec l'arrivée sous peu du printemps, c'est une activité physique de santé toute désignée!

Pour diffuser-imprimer le dépliant en couleur : (http://bit.ly/2CnrMlJ).
En noir & blanc : http://bit.ly/2EXubkV.
Pour la diffusion web : http://bit.ly/2CnrVph.

Pour en savoir plus sur la mise en place d'un régime universel 100% public d'assurance médicaments : http://www.cssante.com/.
Pour lire la récente note socio-économique de l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS), « Le régime public-privé d'assurance médicaments du Québec : un modèle obsolète ? » : http://bit.ly/2owF5H6.

# Droit collectif d'association : un droit humain à part entière !

Le 8 décembre dernier, la Ligue des droits et libertés (LDL), la Table des regroupements provinciaux et organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB) et le Service aux collectivités de l'UQAM (SAC UQAM) organisaient une rencontre de formation et de mobilisation sur le droit collectif d'association.

**Mieux comprendre pour mieux se défendre**

La rencontre visaient à offrir aux organisations des clés de compréhension leur permettant d'analyser leur propre situation et partager l'argumentaire pour la défense du droit collectif d'association, dans une perspective de solidarisation luttes dans différents milieux.

La trentaine de personnes présentes ont discuté du droit d'association et de ses liens avec l'autonomie des groupes communautaires et syndicaux, notre capacité de s'unir pour exercer une influence collective sur la société et l'*obligation* de l'État de faciliter ce droit.

**Capsules vidéo**

La journée a aussi été l'occasion de lancer des capsules vidéo pour vulgariser la nation de droit collectif d'association.

Pour visionner les capsules

- Le droit collectif d'association : un quotidien pavé d'embûches : http://bit.ly/2Cc9pQM.
- Le droit collectif d'association : autonomie ou ingérence ? : http://bit.ly/2CBdZn8.
- Le droit collectif d'association : les OSBL, des citoyens politiques : http://bit.ly/2BH0nKs.

Pour lire la recherche-action La surveillance et le contrôle technocratique des organismes sans but lucratif (OSBL) : un enjeu de droits collectifs : http://bit.ly/2BHqu3M.

# Ça suffit l'acharnement, mon OSBL n'est pas un lobby!

Depuis 2002, les OSBL du Québec ont dû se défendre contre trois tentatives pour les assimiler à des lobbyistes. Puisque rien n'annonce encore la fin de ces tentatives, les actions de la campagne *Mon OSBL n'est pas un lobby* doivent se poursuivre.

**Tous les groupes communautaires et tous les OSBL sont invités à transmettre la carte « Ça suffit l'acharnement, mon OSBL n'est pas un lobby! » lors de toute rencontre ou conversation avec des personnes élues, des fonctionnaires ou du personnel politique.**

Cette carte souligne les dangers que courent les OSBL s'ils étaient tous assimilés à des « lobbyistes d'affaires ». Il faut mettre fin à cette saga qui menace notamment le droit d'association et la liberté d'expression.

Imprimez la carte et présentez là dans toute rencontre avec du personnel politique et administratif de l'État : http://bit.ly/2hkGu4d.

Vous pouvez aussi joindre cette version à vos courriels : http://bit.ly/2yfFdOW.

**Deux rencontres fructueuses**

Le 12 février 2018, une délégation de *#OsblPasLobby* a rencontré le conseiller politique de madame Kathleen Weil, nouvelle ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques. Cette rencontre s'ajoutait à celle du nouveau Commissaire au lobbyisme, monsieur Jean-François Routhier, le 14 novembre 2017.

Dans les deux cas, nos préoccupations semblent avoir été entendues, particulièrement face aux dangers que l'assujettissement de tous les OSBL à la loi sur le lobbyisme ferait courir face à l'exercice de citoyenneté et au droit d'association.

Il nous semble peu probable que la ministre choisisse de remettre le sujet sur la table avant les élections. Reste à retirer définitivement le PL56. Il est donc important de maintenir la pression en utilisant les cartes « Ça suffit l'acharnement, mon OSBL n'est pas un lobby! »

## FRAPRU

# De villes en villages pour le droit au logement

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) organise la grande marche « De villes en villages pour le droit au logement », d'Ottawa à Québec, du 2 au 29 septembre 2018.

Il s'agit d'un parcours de plus de 500 km. Toutes les personnes ayant à cœur le droit au logement sont invitées à s'y joindre pour une ou plusieurs journées. L'objectif est d'interpeller les deux paliers de gouvernement sur les graves dénis du droit au logement qui accablent les ménages locataires à faible revenu, et sur l'insuffisance des investissements dans le domaine du logement social.

La marche « De villes en villages pour le droit au logement » vise à obtenir des gouvernements fédéral et québécois qu'ils investissent suffisamment pour répondre aux besoins les plus urgents, c'est-à-dire réaliser, au Québec, 50 000 nouveaux logements sociaux, en 5 ans. La Table a donné son appui à cet ambitieux projet.

Pour en savoir plus sur cette marche : http://bit.ly/2t0pq8i.

## Recherche de l'IRIS

# Intégration des personnes handicapées dans le communautaire

L'Institut de recherches et d'informations socio-économiques (IRIS) a publié une étude sur les pratiques d'accommodement effectuées par les organismes d'action communautaire autonome (ACA) afin d'offrir un accès non discriminatoire à leur vie associative pour les personnes en situation potentielle de handicap.

L'ouverture à tous et toutes à la vie associative pour les organismes d'ACA engendre une série de coûts liés à la mise en place d'accommodements. Sans enveloppe spécifique pour ces coûts, c'est aux organismes seuls de trouver une manière de couvrir ces sommes à même leur budget ou par un financement supplémentaire, souvent privé. Les coûts et les pratiques d'accommodements diffèrent selon que les groupes représentent nommément ou non des personnes en situation de handicap.

Dans son document, l'IRIS présente aussi les coûts liés à un accès complet (c'est-à-dire non discriminatoire) à la vie associative des organismes et groupes composant le réseau de l'ACA.

Pour consulter la recherche : http://bit.ly/2ExJX6C.

## Revue Droits & libertés

# LES DROITS HUMAINS : UN OUTIL POUR LUTTER

Le dernier numéro de la revue Droits et libertés est consacré aux sur les discours sur les droits humains.

Pour la Ligue des droits et libertés, les droits humains sont une référence essentielle pour réaliser une transformation de fond de notre société. Or, dans l'espace public, c'est trop souvent une conception figée des droits humains qui prévaut, même si les droits humains sont un moteur et une condition de l'action démocratique».

Plusieurs personnes d'expérience ont mis à contribution leurs expériences sur ce sujet, notamment Manon Monastesse et Marie-Hélène Senay de la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, membre de la Table.

Pour consulter la Table des matières et commander la revue : http://bit.ly/2BHB8rp.

## Manifester sans peur

# Pour la fin des armes à « létalité réduite »

Au 21 février 2018, 676 personnes et 60 organisations, dont la Table, ont signé le manifeste lancé par le « Collectif Manifester sans peur » le 6 février dernier.

Ce manifeste rappelle que plusieurs personnes ont été gravement blessées par les armes à « létalité réduite » utilisées par les forces policières lors de manifestations, dont celle de Victoriaville durant le Printemps étudiant. C'est sans compter les personnes – souvent raciséEs, avec un statut précaire et/ou avec des enjeux en lien avec la santé mentale – qui ont été gravement blessées ou tuées par ces mêmes armes. Pensons à la mort de Bony Jean-Pierre et à celle de Pierre Coriolan, tous deux tués par le SPVM.

Le manifeste souligne aussi que le droit de manifester est reconnu par les chartes québécoise et canadienne, que ce droit a permis d'obtenir plusieurs acquis sociaux dont nous jouissons encore aujourd'hui, et que manifester sans crainte devrait aller de soi.

Pour signer « Manifester sans peur », comme groupe ou comme personne : https://manifestersanspeur.org/

Pour voir le reportage d'Enquête (Radio-Canada) sur ces armes : http://bit.ly/2omPgOz.

# Pour aller plus loin ...

**Cette nouvelle section du Mémo vous propose des textes pour approfondir la réflexion ou vous fournir des arguments sur certains sujets d'intérêts.**

## Frais de psychothérapie: une décision fort limitée

Le 3 décembre dernier, Gaétan Barrette annonçait que les frais de psychothérapie aux Québécois ayant reçu un diagnostic de maladie mentale seraient maintenant remboursés. C'était sans compter une enveloppe famélique qui ne couvrirait même pas les besoins urgents. http://bit.ly/2CzhR8l

> « Une étude de l'Institut de la statistique du Québec de 2015, réalisée à partir de données de 2012, estimait que 18 % des Québécois allaient souffrir d'une forme de trouble mental au cours de sa vie. Cette même étude notait que 6 % des Québécois avaient connu des problèmes de santé mentale au cours des 12 derniers mois ».
>
> Mathilde Lefebvre
> Étudiante à la maîtrise en gestion des services de santé et des services sociaux à l'École nationale d'administration publique

## #moiaussi : autopsie d'un mouvement mondial

Le mouvement #moiaussi prend de l'ampleur et libère la parole. Radio-Canada revient sur les agressions sexuelles en chiffres et en image. Percutant. http://bit.ly/2ns3Xm1

> « #metoo : 3,1 millions de tweets à travers le monde, dont 105 000 au Canada. ».

**#etmaintenant**

Une initiative québécoise a également été lancée pour dire que le silence doit cesser et la honte, changer de camp ici aussi.
Le Québec est prêt à un changement véritable dans les rapports intimes entre personnes de sexes différents ou de même sexe.

Pour lire et signer la déclaration : http://bit.ly/2HKQfkm.

## Portrait des inégalités socioéconomiques touchant les Autochtones au Québec

Les autochtones continuent de subir de graves inégalités, notamment en matière de santé et de bien-être. L'IRIS fait un accablant portrait de ces inégalités. http://bit.ly/2CABI7b

> « Parmi les enjeux les plus souvent cités, on compte l'accès déficient à l'eau potable, le délabrement et le surpeuplement des logements, les disparitions et assassinats de femmes et de filles ainsi que les vagues de suicides qu'ont connues plusieurs communautés. De plus, les Autochtones subissent encore plusieurs préjugés, alimentés par la méconnaissance de leur réalité quotidienne ».
>
> Julia Posca, chercheure à l'IRIS

## Les dépenses sociales, la clé pour la santé

Qu'est-ce que les déterminants sociaux de la santé ? Cet article en fait le tout, sans en avoir l'air… http://bit.ly/2mZjYg0

> « Ce qu'on observe, c'est qu'une augmentation des dépenses sociales a un plus grand impact sur la santé que les dépenses dans les systèmes de santé eux-mêmes ».